

La rentrée, l'autre saignée des parents

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4268 - Jeudi 7 septembre 2017 - Prix : 10 DA

Salaires impayés et mauvaises conditions de vie à Béjaïa

Les APC de Oued Ghir et Tichy bloquées

Page 24

Coup d'envoi de l'année scolaire 2017-2018 à Ouargla

Benghabrit veut «une école citoyenne et de qualité»

Page 2

L'effondrement

Par Mohamed Habili

Là suffi de deux à trois jours seulement pour que l'armée syrienne, il est vrai avec l'aide de ses alliés, brise une partie du siège établi par Daech depuis 2014 autour de Deir-Azzor, à la frontière avec l'Irak. Le temps où Daech pouvait non seulement résister à des offensives menées par bien plus fort que lui, mais les repousser, est dépassé. Désormais, une bataille commence à peine qu'elle est déjà pour ainsi dire perdue par lui. Ce n'est certes pas la même guerre qui se déroule en Irak et en Syrie. N'empêche, pour lui tout semble se passer comme s'il était engagé dans une seule et même guerre. On peut s'en rendre compte dans le fait que c'est bien dans une seule bataille qu'il a joué le tout pour le tout, et qu'il a perdu, celle de Mossoul. Depuis, il a tenu sur ses positions à peine quelques jours, ainsi à Tal Afar, alors même que qu'on s'attendait à ce qu'il fasse preuve de la même ténacité qu'à Mossoul, sinon plus. La prédiction la plus commune au moment où commençait la bataille de Tal Afar se mesurait en mois. Il n'a fallu que quelques jours pour l'en chasser. A la façon dont elle a commencé, celle de Deir-Azzor pourrait durer moins encore. Ce n'est qu'à Raqqa qu'il se montre encore combattif. Peut-être cela tient-il au fait que là, il a affaire à des forces moins expérimentées qu'ailleurs, ou moins bien armées. Les Forces démocratiques syriennes, à dominance kurde, ne manquent sans doute pas de courage, mais il n'est pas évident que l'aide dont elles bénéficient, celle des Etats-Unis principalement, soit à la hauteur de la tâche à accomplir.

Suite en page 3

Bouteflika a présidé hier le Conseil des ministres

Le plan d'action du gouvernement adopté



Hier, le plan d'action du gouvernement de Ahmed Ouyahia a été adopté en Conseil des ministres présidé par le président Abdelaziz Bouteflika. Ce qui permettra la présentation dudit document, aujourd'hui à l'Assemblée populaire nationale, tel qu'annoncé lundi dernier par le Premier ministre en marge de la reprise parlementaire. [Lire page 3](#)

Rentrée sociale et scolaire

Appel à la vigilance sur les routes

Page 4

Prix «Renaudot»

Kaouther Adimi et Salim Bachi en lice

Page 13

Coup d'envoi de l'année scolaire 2017-2018 à Ouargla

Benghabrit veut «une école citoyenne et de qualité»

■ C'est la rentrée scolaire. Neuf millions d'élèves ont rejoint les bancs de l'école hier. L'accent est mis, cette année, sur le renforcement du rôle de l'administration et de l'action éducative.

Par Louiza Ait Ramdane

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie du coup d'envoi officiel de la rentrée scolaire 2017/2018, la ministre a affirmé que «durant cette nouvelle année scolaire, l'accent sera mis sur le renforcement du rôle de l'administration et de l'action éducative», précisant que cette «année sera une année réussie grâce aux efforts de tous, étant donné que chacun des acteurs du secteur apportera sa contribution au développement du système éducatif de notre pays dans le cadre de la poursuite du processus des réformes engagées en 2003».

Soulignant l'importance du dialogue et de la communication dans le cadre de la complémentarité, de la coordination et du respect mutuel, la ministre a mis en exergue le rôle de l'école à travers sa contribution à la consécration de la culture du civisme et de la tolérance et à la préparation de nos enfants à la vie sociale en leur inculquant des connaissances qui cadrent avec les besoins des structures et des institutions qui régissent la vie scolaire et sociale. «Une école citoyenne et de qualité ne saurait être sans des enseignants compétents et bien formés», a soutenu M^{me} Benghabrit qui considère que «la formation, et notamment la formation continue des enseignants, reste une première priorité pour cette année scolaire». Il sera également axé cette année sur la pédagogie en privilégiant l'amélioration des apprentissages et des pratiques pédagogiques, en particulier dans le cycle primaire, ainsi que sur l'évaluation pédagogique, l'orientation scolaire et sur la promotion des activités culturelles et parascolaires. Un intérêt particulier sera accordé à la formation et au renforcement du professionnalisme des fonctionnaires, ainsi qu'à la bonne gestion des ressources humaines et



des finances des établissements grâce à la numérisation. «Le dialogue social responsable et continu est l'une de nos priorités pour assurer un climat serein favorisant de meilleurs résultats scolaires», a souligné M^{me} Benghabrit. La ministre qui a assisté au cours inaugural consacré cette année à «l'écocitoyenneté», a précisé que ce

thème entrait dans le cadre des orientations stratégiques nationales et de l'engagement volontaire de l'Algérie au titre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations unies à l'horizon 2030. Elle a, à cet égard, rappelé qu'une convention avait été signée en 2002 avec le ministère chargé de

l'Environnement pour la mise en œuvre d'un programme visant à introduire l'éducation environnementale dans le cursus scolaire. Le secteur compte désormais 12 379 clubs verts auxquels participent 267 000 élèves à travers tous les établissements scolaires du pays, a fait savoir M^{me} Benghabrit. Cette nouvelle rentrée scolaire sera marquée par

l'amélioration des méthodes d'enseignement du deuxième palier des cycles primaire et moyen (3^e et 4^e années primaires et 2^e et 3^e années moyennes), outre la distribution de 70 millions de livres dont 40 millions nouveaux livres. En outre, cette rentrée sera marquée par l'introduction de nouveaux manuels scolaires. 30 nouveaux manuels scolaires et 6 cahiers d'exercices pour les élèves du second palier des cycles primaire et moyen sont mis à disposition des élèves. Pour ce qui est de l'encadrement pédagogique, la nouvelle année scolaire verra la mobilisation de 36 206 nouveaux enseignants, dont 26 197 issus de la plateforme numérique, 10 009 enseignants admis lors du concours de recrutement de juin dernier, en sus d'enseignants diplômés des écoles normales supérieures et des enseignants titulaires.

L. A. R.

Education à Tizi Ouzou

Le nouveau directeur veut numériser le suivi du cursus scolaire

Le nouveau directeur de l'éducation de la wilaya de Tizi Ouzou, Ahmed Lalaoui, se fixe comme première priorité dans son plan d'actions la numérisation de la pédagogie pour permettre aux élèves et leurs parents de suivre de près leur cursus scolaire. Dans une déclaration devant la presse, en marge de la cérémonie officielle de la rentrée des classes tenue au lycée Idir-Hamki, il a indiqué que dans un avenir très proche les bulletins, les cahiers de classe, les cours et tout ce qui concerne le cursus scolaire des élèves de la wilaya de Tizi Ouzou pourront être consultés via le net, soulignant que l'attachement des parents d'élèves au suivi du cursus scolaire sera d'un apport considérable et un facteur motivant pour mettre en place cette plateforme



numérique. Dans le même sillage, il a annoncé la révision de la conception du site web de la Direction de l'éducation de la wilaya de Tizi Ouzou et le lancement d'une page officielle sur le réseau social Facebook. Ahmed Lalaoui n'a pas manqué de relever cette insuffisance liée à l'utilisation des TIC dans le secteur de

l'éducation à Tizi Ouzou plus qu'indiqué à plusieurs titres, dont le fait que la wilaya arrive en tête par ses résultats dans les différents examens scolaires des trois paliers. S'agissant des départements massifs d'enseignants à la retraite dont le nombre avoisine à Tizi Ouzou les 2 000, le même responsable a annoncé qu'ils seront

remplacés à partir des listes d'attente des deux années 2017 et 2018. De son côté, le wali de Tizi Ouzou, Mohamed Bouderali, a annoncé la réception d'une dizaine de nouveaux établissements scolaires pour renforcer les capacités d'accueil et améliorer les conditions de déroulement de la scolarité des élèves de la wilaya. Notons que la délégation officielle a assisté, à l'occasion, au coup d'envoi de la rentrée et au cours inaugural consacré à l'environnement. Par ailleurs, nous avons appris de sources locales que la rentrée n'a pas eu lieu hier dans au moins trois écoles primaires à travers la wilaya pour des raisons liées à la restauration des élèves. Il s'agit, selon nos sources, de Aïn El Hammam et Mekla.

Hamid M.

Béjaïa

La rentrée a eu lieu

Quelque 197 701 élèves des trois paliers de l'éducation ont rejoint hier les bancs de l'école pour la nouvelle année scolaire 2017/2018. Ils sont répartis ainsi : 106 289 élèves ont rejoint les établissements du primaire, parmi eux 17 327 dans le préscolaire, 59 683 dans le moyen et enfin 31 129 dans le secondaire. L'encadrement pédagogique sera assuré, souligne-t-on, par 13 283 enseignants, dont 895 de tamazight. Les écoles primaires seront encadrées par 5 384 instituteurs, dont 367 enseignants de tamazight, ce qui donne un taux de couverture de l'enseignement de tamazight de 99,74%, selon la Direction de l'éducation. Concernant l'enseignement moyen, le nombre d'enseignants s'élève à 4 817, dont 385 pour l'enseignement de tamazight, soit un taux de couverture de 84%.

Pour le secondaire, le nombre d'enseignants affectés dans les établissements est de 3 084, dont 143 enseignants de tamazight, ce qui donne un taux de 52% concernant la dispense des cours de cette langue. Pour les infrastructures, la Direction de l'éducation annonce l'inauguration de deux nouvelles écoles primaires aux quatre chemins à Béjaïa et l'autre dans la localité de Merdj Ouamane, dans la municipalité d'Amizour. Il y aura également la réception d'un CEM dans le village Tiniri, dans la commune d'Akfadou, et deux lycées dans les communes de Toudja et Timezrit. Concernant les infrastructures parascolaires, la wilaya compte déjà 20 unités de soins scolaire (UDS), 32 salles de sport et 23 aires de jeux. La rentrée scolaire s'est déroulée, selon les autorités du secteur de l'éducation de la wilaya

de Béjaïa, dans de bonnes conditions. Mais sur le terrain il a été constaté des manques liés aux manuels scolaires en ce qui concerne certaines matières et certains niveaux, manque de transport scolaire à l'est de la wilaya notamment dans la commune de Tamridjt, déficit en enseignants et instituteurs à Akbou et dans d'autres localités. Il a été relevé également un manque d'infrastructures et moyens matériels, tels que les tables et chaises à Qued-Ghir et Kendira. Une situation qui n'a pas manqué de provoquer la colère des parents d'élèves qui ont été reçus par les autorités dont les maires et chefs des daïra, entre autres. S'agissant de la prime scolaire évaluée toujours à 3 000 DA, ce seront 71 000 élèves des trois paliers de l'éducation qui la percevront cette année. Les parents d'élèves sont priés de prendre

contact avec les chefs d'établissement pour préparer et déposer les dossiers afin de recevoir cette aide octroyée dans le cadre de la solidarité avec les familles démunies chaque début d'année scolaire. Il faut noter que 12 600 trousseaux scolaires sont offerts par la Direction de l'action sociale aux élèves issus de familles pauvres. A noter que la sûreté de wilaya a mobilisé 2 322 policiers de différents rangs pour garantir la sécurité des élèves et le bon déroulement de la rentrée scolaire, selon un communiqué qui nous a été transmis avant-hier. Il s'agit pour la sûreté de wilaya de garantir une rentrée scolaire et sociale «sans accidents de la route». Elle a intensifié des points de contrôle autour des établissements scolaires et les lieux connaissant une certaine affluence.

Hocine Cherfa

Bouteflika a présidé hier le Conseil des ministres

Le plan d'action du gouvernement adopté

■ Hier, le plan d'action du gouvernement de Ahmed Ouyahia a été adopté en Conseil des ministres présidé par le président Abdelaziz Bouteflika. Ce qui permettra la présentation dudit document, aujourd'hui à l'Assemblée populaire nationale, tel qu'annoncé lundi dernier par le Premier ministre en marge de la reprise parlementaire.

Par Lynda Naili

Ainsi, en ce premier Conseil des ministres de Ahmed Ouyahia depuis sa désignation à la tête du gouvernement le 15 août dernier, l'examen et l'adoption du plan d'action du gouvernement par le chef de l'Etat consigneront, pour les deux années à venir du restant du quinquennat 2014-2019, la poursuite de la mise en œuvre du programme du Président. Un parachèvement du programme présidentiel qui intervient dans une conjoncture économique particulièrement fragile conséquence notamment des prix du pétrole qui depuis trois ans peinent à se stabiliser au-delà des 50 dollars le baril. D'où la difficulté qui s'annonce pour allier l'équation de la diversification des ressources et des sources financières devant huiler la machine économique et en parallèle continuer à garantir la politique sociale du pays au profit des couches défavorisées.

Néanmoins, pour l'aboutissement et la finalisation de ce programme de développement, ce plan d'action du gouvernement traduit par une feuille de route incluant les grands axes des différentes actions gouvernementales à mener au profit de l'ensemble des secteurs, devra s'appuyer sur le nouveau modèle de croissance adopté et la feuille de route pour le redressement des finances publiques, adoptés tous les deux en juillet 2016. Aussi, en plus de la dynamisation de la croissance et de la diversification des exportations



Ph.D. R.

devant mener graduellement à la réduction de la dépendance des recettes hydrocarbures, la consolidation et l'amélioration des ressources humaines en milieu de travail, ce plan devra poursuivre mais surtout achever l'ensemble du processus de réformes politiques et économiques engagées ces dernières années dont l'objectif consiste à consolider la démocratie pluraliste et la modernisation de la gouvernance, à préserver les acquis sociaux des citoyens dans le cadre de la politique sociale, ainsi que la préservation de la sécurité, de la stabilité et de l'unité du pays pour lesquels le chef de l'Etat en fait un point d'honneur. Ainsi, l'impératif de parvenir à la réalisation de ces défis, est clairement énoncé par le président de la République



dans son dernier message à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Moudjahid, où il a insisté sur « la mobilisation, la solidarité, la cohésion et le dialogue continu entre le gou-

vernement et ses partenaires sociaux et économiques pour faire face à la crise financière », mais pas que puisqu'il s'agit également et peut-être surtout de faire aussi à la menace sécuritaire aussi bien aux frontières pays à cause de la mouvance des groupes terroristes et de la criminalité transfrontalières qui sévissent dans la région du Sahel que celle à l'intérieur du pays causée par les résidus des groupuscules terroristes qui tentent aveuglément de poursuivre leur activisme.

Par ailleurs, le Conseil des ministres a eu à examiner également le projet de loi amendement la loi sur la monnaie et le crédit, et ce afin d'ouvrir la voie au financement non conventionnel de l'économie nationale.

L. N.

Des fournitures scolaires hors de prix

La rentrée, l'autre saignée des parents

Au moment où les neuf millions d'élèves de différents cycles ont repris le chemin des cours, et ce, dès hier, le même casse-tête des fournitures scolaires a débuté pour les parents d'élèves. Comme chaque année, il faut faire le plein de cartables, stylos, cahiers, gommages et autres compas. Toutefois, les parents se plaignent de la flambée des prix. En dépit de la baisse du pouvoir d'achat, les parents sont contraints d'exécuter mille et une acrobaties en vue de pouvoir satisfaire leur progéniture. Après les dépenses de l'Aïd, voici venue l'heure de la saignée des fournitures scolaires. Pas de répit pour les familles, habituées désormais à faire face à la même situation. Ceux qui ont déjà acheté trouvent les prix des habits et des fournitures scolaires très élevés. Lors d'une tournée effectuée dans différentes boutiques de la capitale, la même scène se répète et devient coutumière. Les étals sont bien achalandés en

fournitures scolaires, mais les prix proposés demeurent « exorbitants ». Ce n'est pas aussi facile pour les parents de faire le bon choix, c'est-à-dire de trouver le bon article au meilleur prix. Pour les commerçants, cette hausse s'explique par la qualité des articles scolaires, arguant que les prix des fournitures scolaires disponibles sur le marché conviennent à toutes les bourses, cependant si le citoyen aspire à avoir ce qu'il y a de mieux pour ses enfants « il devra payer un peu plus cher ». Un libraire à Hassiba Ben Bouali affirme qu'en dépit de la bonne qualité des affaires scolaires qu'il offre à ses clients, certains jugent néanmoins que leurs prix « sont excessifs ». Il a, dans ce sens, précisé que certains parents se souciaient peu du prix quand il s'agissait de produits de qualité, car un sac à dos acheté à 3 500 DA ne devra certainement pas être changé en milieu d'année scolaire. Un jugement confirmé par un parent qui a été contraint

de racheter un cartable à 1 700 DA, à un mois de la rentrée, après avoir opté la première fois pour un cartable à 800 DA. Cependant, la qualité n'est pas toujours le critère pour les parents au faible revenu qui cherchent beaucoup plus à limiter les frais, d'autant que le nombre d'enfants scolarisés est important. A chaque rentrée, les parents usent de petites astuces pour réduire la facture des affaires scolaires, surtout si leur famille compte plusieurs enfants scolarisés, notamment en recyclant les articles acquis l'an dernier, dont les cartables et les tabliers. Autre recours, ils se rendent dans les marchés populaires où les prix sont raisonnables, en vue de réduire, si peu soit-il, les frais de la rentrée scolaire, en évitant les grandes surfaces et les librairies. Rencontrée à la place des Martyrs, une mère a dit préférer acheter les affaires scolaires pour ses deux fils, en quatrième année primaire et en deuxième année moyenne, chez

les vendeurs qui exposaient leurs marchandises sur des étals à des prix plus cléments. « Depuis des années, je me suis habituée à acquérir ici les affaires scolaires pour mes enfants, en raison de la grande différence des prix pratiqués ici et ceux affichés dans les magasins et les librairies, pouvant atteindre parfois 1 000 DA par article », a-t-elle soutenu. Un autre vendeur a quant à lui indiqué que les parents venus seuls acheter des affaires scolaires pour leurs enfants étaient plus sereins et tranquilles que ceux venus accompagnés par leur progéniture, qui souvent était attirée par les couleurs, les formes et la marque des articles vendus et qui contraient les parents à céder à ses désirs, en dépit de la cherté. Les familles avec trois ou quatre enfants scolarisés sont les plus touchées par ces dépenses, surtout que plus on avance dans les différents paliers, sur le coût des fournitures sera élevé et donc hors de portée pour les familles

LA QUESTION DU JOUR

Les sanctions économiques : une alternative salubre

Suite de la page une

On peut même douter que les Américains tiennent tant à ce que ce soient les Kurdes qui libèrent Raqqa. La coalition menée par eux a commencé par interdire à l'armée syrienne l'approche de certaines zones, quelquefois en la bombardant, comme cela s'est produit à Deir-Azor justement, encore récemment, et puis ils s'en sont comme désintéressés. Si dans peu de temps, comme tout porte à le croire, Deir-Azor est repris, et que Raqqa par contre ne l'est pas, comme cela est probable, les Forces démocratiques syriennes et l'armée syrienne avec ses alliés se trouveraient alors au contact les uns des autres. La coalition ne permettrait sans doute pas des hostilités contre les Forces démocratiques syriennes, mais elle pourrait bien conseiller ces dernières de s'effacer devant l'armée syrienne, de leur passer la main, ce qui reviendrait du même coup à donner satisfaction à la Turquie sur sa principale revendication. Alors que la libération de Raqqa par les Kurdes, et par eux seuls, risque de transformer la guerre actuelle contre Daech en une guerre entre les Kurdes et les Etats de la région, dont au premier chef bien sûr la Turquie. Cependant, un autre scénario est possible. Après la reprise de Deir-Azor, et pour autant que Raqqa ne soit pas encore libérée, l'armée syrienne porte ses efforts à l'autre bout du pays, à Idlib, où se sont retranchés les uns à la suite des autres les groupes vaincus ailleurs du Front Nosra. A priori, des forces qui se sont fait débordées dans leurs positions d'origine, et qui ne doivent d'être encore en vie qu'à la magnanimité de Damas, ne sont pas très enclines à se battre jusqu'à la mort pour défendre Idlib, un territoire de repli par convention avec un ennemi déjà vainqueur. La bataille d'Idlib peut donc très bien ne pas avoir lieu. Restera alors dans cette hypothèse celle de Raqqa, déjà bien entamée, mais qui tarde à se conclure. Non pas tant d'ailleurs en raison de la résistance de Daech que de l'éternelle question kurde. M.

nombreuses aux revenus modestes. Il faut compter 7 000 à 8 000 DA en moyenne par enfant. Malgré les contributions de l'Etat et les mesures prises en faveur des familles nécessiteuses auxquelles il octroie, chaque année, une prime de 3 000 DA par enfant scolarisé, de plus en plus de parents éprouvent des difficultés pour subvenir aux besoins de leurs enfants, particulièrement les smicards.

Meriem Benchaouia

Rentrée sociale et scolaire

Appel à la vigilance sur les routes

■ Un dispositif spécial est mis en place par la Direction générale de la Protection civile pour assurer une sécurité sur les routes. En prévision de la rentrée scolaire 2017, ce plan vise à renforcer la prévention notamment dans les axes routiers qui connaissent une grande affluence comme les zones urbaines, les points noirs où les risques d'accidents de circulation sont élevés en cette période.

Par Yacine Djadel

Des milliers d'écoliers piétons ont rejoint officiellement, hier, les classes à travers tout le pays. Déjà que le phénomène de la mortalité routière fait des ravages ces dernières années, le ministère de l'Intérieur appelle à plus de vigilance à l'occasion de la rentrée sociale et scolaire. Pour ce faire, des SMS sont même envoyés à l'ensemble des citoyens pour leur rappeler de faire plus attention. Le centre national de lutte et de prévention et de sécurité routière s'est chargé de saisir les différents opérateurs téléphoniques. Une manière pratique d'interpeller la sensibilité des citoyens. Les effectifs d'intervention opérationnels au niveau des unités de la Protection civile ont été également renforcés pour une meilleure couverture des différentes sollicitations de la part des citoyens, a affirmé, hier, un communiqué de la direction générale de la Protection civile. La prévention et la sensibilisation des parents, premiers éducateurs de la sécurité routière des enfants sur les dangers liés aux accidents de la circulation, demeurent une priorité pour la Direction générale de la Protection civile. Pour cause, les enfants sont malheureusement peu conscients des dangers qui les menacent. Ce risque apparaît dès 3 ans avec l'entrée à l'école maternelle. Il augmente, bien sûr, quand les enfants vont à l'école tous seuls vers 5/6 ans. Et explose à 11/12 ans au CEM. Il faut donc impérativement un



maximum d'apprentissage aux jeunes piétons à se protéger des dangers de la rue. Sur ce, des campagnes de sensibilisation périodiques sont souvent organisées par les services de la Protection civile au sein des établissements scolaires une fois l'année commencée. A ce titre, la Direction générale de la Protection civile rappelle les consignes de sécurité de base. Celles-ci doivent être clairement expliquées par les parents à leurs enfants. Des recommanda-

tions, comme comment utiliser un passage piéton. S'il n'y a pas, choisir un lieu avec une bonne visibilité des deux côtés et où il sera visible. Etre aussi vigilant sur les passages pour piétons qu'en dehors. Regarder à gauche et à droite puis encore à gauche avant de s'engager sur la chaussée pour voir si des véhicules arrivent. Vérifier s'il y a des feux, que le feu est vert et que tous les véhicules sont arrêtés. Traverser en marchant, et surtout pas en courant. Multiplier les

déplacements à pied pour éduquer l'enfant piéton à la sécurité routière en particulier les routes desservant les établissements scolaires. Leur montrer la différence entre les espaces de jeux et ceux réservés à la circulation, etc... Néanmoins, malgré toutes ces instructions recommandées par les autorités, il n'est pas fréquent qu'on les applique à la lettre. Soit par manque d'éducation et culture de prévention routière chez les parents d'élèves, soit par négligence liée au fort

taux d'ignorance notoire de la société algérienne. Quoiqu'il en soit, même lorsqu'un bon nombre de citoyens respectent les normes de sécurité et prévention routière, les accidents restent inévitables. Pour la raison que le code de la route est rarement respecté par les automobilistes. Et le facteur humain demeure la première cause de mortalité routière en Algérie.

Y. D.

Crédits accordés avant mars 2011

Ansej : signature d'une convention de rééchelonnement

Une convention de retraitement des créances ainsi que des agios réservés éligibles à l'effacement, nés des crédits accordés aux promoteurs Ansej antérieurement au mois de mars 2011, a été signée mercredi à Alger entre les banques publiques, l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) et la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac). Cette convention a été signée par le président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), Boualem Djebbar et le directeur général par intérim du Fonds de caution mutuelle de garantie risque/crédits jeunes promoteurs et d'autre part, M^{me} Djaidra, directrice par intérim de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) en présence des ministres des Finances, Abderrahmane Raouia, et celui du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali. Elle a été également signée par les responsables des cinq banques publiques concernées. Il s'agit de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr), le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque nationale algérienne (BNA), Banque de développement local (BDL) et la Banque extérieure d'Algérie (BEA). S'exprimant à

l'issue de la cérémonie de signature de la convention, le ministre des Finances a fait savoir que «la convention signée consiste à effacer les agios des entreprises Cnac et Ansej qui étaient sous le régime d'avant 2011», rappelant que depuis cette date «le régime a été changé et que les jeunes promoteurs bénéficient d'avantages». «Ceux qui étaient avant le régime de 2011 ont eu des difficultés financières. Cette convention va permettre d'effacer les agios qui sont les intérêts en retard et va permettre aussi un rééchelonnement de la dette bancaire», a indiqué M. Raouia. De son côté, le ministre du Travail, l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a indiqué que «la signature de cette convention entre dans le cadre de l'accompagnement de post-création» soulignant qu'il s'agit des entreprises qui actuaient avant 2011 et n'avaient pas les mêmes avantages que ceux nés après 2011. Ainsi, cette convention va permettre aux micro-entreprises d'avoir une «deuxième chance et redémarrer leur activité avec l'effacement des agios», a ajouté M. Zemali. Le nombre des entreprises qui vont bénéficier de l'effacement des agios n'est pas encore défini. «Pour le moment, on ne peut pas connaître le

chiffre exact des entreprises concernées puisqu'il s'agit d'un acte volontaire», a-t-il expliqué. Pour sa part, le président de l'ABEF, Boualem Djebbar, a expliqué que cette convention s'inscrit dans le cadre du traitement de difficultés rencontrés lors de remboursement des crédits octroyés aux micro-entreprises avant mars 2011, et qui n'ont pas bénéficié des mêmes avantages que les jeunes promoteurs ont eu après cette date. Cette action s'articule autour de deux aspects. Il s'agit de «modalités de prise en charge de l'endettement des remboursements de leurs crédits bancaires et, d'autre part, le retraitement des agios réservés rattachés (intérêts et pénalités de retard), ainsi que la possibilité de rééchelonnement des crédits accordés», a-t-il ajouté. L'application des nouvelles mesures est soumise à trois conditions. Ainsi, «le jeune promoteur doit prouver que le matériel existe toujours, l'adhésion au Fonds de garantie mais ne doit pas être encore indemnisé par ce fonds et enfin, il doit rembourser une partie de 5 à 10% à l'avance du montant de crédits». Sur le plan pratique, la démarche passe par l'introduction d'une demande auprès de l'Ansej et la Cnac. Celles-ci procéderont à la visite des micro-entre-

prises demandeurs, pour un constat sur l'existence des équipements. Par la suite, sur la base du dossier introduit par les promoteurs concernés ainsi que l'attestation de garantie délivrée par le Fonds de garantie des micro-entreprises, l'Ansej et/ou la Cnac procédera à leur transmission aux banques. En dernière étape, les dossiers réceptionnés par les banques feront l'objet d'études pour un éventuel effacement des agios réservés (intérêts + pénalités), avec suspension des procédures judiciaires ainsi que la détermination du montant de crédit à rééchelonner, dont la durée peut atteindre 5 ans, dont 12 mois de différé maximum selon le cas. Les jeunes promoteurs ont un délai jusqu'à la fin de l'année en cours pour déposer leur dossier, a-t-il précisé. Par ailleurs, le ministre du Travail a évoqué le code des marchés publics notamment l'article qui prévoit que «20% de la commande publique sont réservés aux micro-entreprises». A ce propos, il a dit : «Au début, il y a eu des difficultés pour l'application de cette mesure mais ces derniers temps, nous avons élaboré un cahier des charges unique qui va être transmis à tous les walis pour expliquer la procédure».

Salem K./APS

Selon le ministre de l'Energie

L'Etat déterminé à prendre en charge les besoins des citoyens

■ Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a mis l'accent à Aïn Defla, sur la détermination de l'Etat à prendre en charge les besoins en énergie des citoyens d'ici à l'horizon 2030 dans le souci de leur améliorer leurs conditions de vie.

Par Salem K.

La prise en charge de ces besoins nécessite la mise en place de prévisions de consommation prenant en ligne de compte à la fois le facteur démographique ainsi que celui inhérent à l'extension urbanistique, a indiqué le ministre en marge de l'inauguration d'un poste HT 60/30 KV à El Attaf (30 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya) dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya. Les efforts déployés par l'Etat dans le but de prendre en charge les besoins en énergie du citoyen se sont traduits par la diminution du nombre de coupures d'électricité en période de surconsommation lors de l'actuelle saison estivale par rapport aux années passées en dépit des incendies qui ont ravagé nombre de forêts, a-t-il souligné. D'aucuns prétendent que les coupures d'électricité durant les pics de consommation ont augmenté cette année alors que la réalité est tout autre, a affirmé le ministre, soutenant que comparativement à un pays comme l'Espagne par exemple dont certaines régions ont été privées de cette source d'énergie pendant plus de 15 jours, la situation en



Mustapha Guitouni

Algérie n'a pas dépassé les normes requises. La réalisation de 5 centrales électriques à travers le territoire national est également révélatrice des efforts traduits par l'Etat dans ce domaine, a-t-il ajouté, appelant à l'utilisation rationnelle des différentes sources d'énergie loin de toute forme de gaspillage. Il a, dans ce cadre, estimé que les tarifs appliqués encourageraient les citoyens à verser dans la surconsommation, faisant état d'une réflexion visant à revoir les tarifs chez les gros consommateurs. S'exprimant sur le poste HT

60/30 KV inauguré, il s'est dit fier que cette infrastructure ait été réalisée par des compétences nationales, soutenant que sa mise en service renforcerait la sécurité en alimentation en énergie électrique (clientèle agricole, domestique et industrielle) de plusieurs communes limitrophes d'El Attaf dont certaines relèvent de la wilaya de Chlef. Sachant que la wilaya de Aïn Defla est avant tout à vocation agricole, il ne fait pas de doute que la mise en place de ce poste permettra notamment aux investisseurs versés notamment dans l'agroalimentaire et le froid de lancer leurs projets, a-t-il soutenu. La visite de M. Guitouni a par ailleurs donné lieu à l'inauguration et la mise en service de projets de raccordement au gaz naturel au profit de plus de 2 400 foyers de cinq communes de la wilaya. Il s'agit des communes de Zeddine (724 foyers), Aïn Defla (200 foyers), Aïn Soltane (772 foyers), Aïn Turki (234 foyers) et Hoceinia (478 foyers). Au cours de son intervention, le ministre a indiqué que ces mises en services feront passer le taux de pénétration en gaz de 54 % à 81 %, mettant l'accent sur le fait qu'un seul branchement de gaz revient à 175 000 DA par citoyen à l'Etat.

S. K./APS

Terres agricoles irriguées

Commission interministérielle de suivi du projet et son parachèvement

Une commission interministérielle a été mise sur pied à Alger, par les ministères des Ressources en eau et de l'Agriculture, pour le suivi de la mise en œuvre du projet de développement des systèmes d'irrigation et d'extension de la superficie des terres irriguées, et ce, au terme d'une rencontre de concertation entre les ministres des deux secteurs. La rencontre coprésidée par le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib et le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader

Bouazghi, en présence de cadres des deux ministères, s'inscrit dans le cadre de la concertation et de la coordination périodiques entre les deux secteurs pour l'évaluation de la mise en œuvre du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, visant à augmenter la superficie des terres agricoles irriguées pour atteindre 2,136 millions d'hectares à l'horizon 2019. Composée de cadres des deux ministères, la commission interministérielle sera chargée de l'évaluation et du suivi des réalisations accomplies à ce jour et

des moyens de la poursuite de ce projet jusqu'en 2019. Dans son intervention à cette occasion, M. Necib a mis l'accent sur l'importance des investissements réalisés durant la dernière décennie dans son secteur, soulignant que 66% des eaux mobilisées à cet effet étaient destinées à l'agriculture, soit 6,5 milliards de mètres cube dont 4,7 milliards m³ d'eaux souterraines et 1,8 milliard m³ d'eaux des barrages, ce taux ne dépassait pas les 40% en 1999. Concernant cette réunion, le ministre a indiqué qu'elle visait l'évaluation de l'exploitation des

capacités disponibles en termes de superficies irriguées et l'examen de la mise en place d'une complémentarité entre plans de développement des deux secteurs, outre la réutilisation des eaux usées assainies en agriculture et le développement des systèmes d'irrigation. Les deux secteurs œuvrent à trouver une plateforme de concertation et de coordination en vue d'atteindre les objectifs tracés, à même de conférer une nouvelle dynamique au niveau central et local par la mise en place d'un plan d'action pour chaque wilaya. **Safia T.**

Changes

L'euro se reprend face au dollar

L'euro renouait avec la hausse face au dollar hier, sur un marché attentif de la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) sur fond de reprise de la croissance en Europe. En fin de matinée, la monnaie unique européenne valait 1,1940 dollar, contre 1,1912 dollar mardi soir. La devise européenne montait aussi face à la monnaie nipponne, à 129,81 yens contre 129,64 yens mardi. Le dollar s'effritait face à la devise japonaise, à 108,72 yens contre 108,82 yens la veille. Les cambistes étaient attentistes au sujet de l'euro, avant une réunion jeudi de la BCE. Le président de l'institut d'émission, Mario Draghi, pour-

rait préparer les esprits à un scénario de sortie progressive de sa politique d'argent bon marché, dans un contexte épineux mêlant faible inflation et euro fort. Dans cette perspective, l'euro est déjà régulièrement monté face au dollar ces dernières semaines et a même brièvement franchi le seuil symbolique de 1,20 dollar fin août après un tir de missile nord-coréen. «La montée de l'euro semble avoir besoin d'une période de pause pour se consolider», a prévenu à ce sujet un expert. Par ailleurs, le dollar restait affaibli après de nouvelles statistiques décevantes pour les Etats-Unis mardi, avec cette fois un repli mensuel

des commandes industrielles en juillet. «Le billet vert souffre aussi de commentaires accommodants de responsables de la Fed», ont expliqué des analystes, alors que les cambistes s'interrogent sur le calendrier qu'adoptera la banque centrale américaine pour continuer le resserrement progressif de sa politique monétaire. La gouverneuse de la Réserve fédérale Lael Brainard a notamment déclaré que «la Fed devrait être prudente avant de resserrer davantage, vu son échec persistant» à parvenir à son objectif de 2% d'inflation», ont souligné ces mêmes analystes. Le dollar pâtissait de surcroît de l'absence de progrès

perceptible au Congrès dans les négociations pour relever le plafond de la dette, qui sera atteint d'ici au 29 septembre ce qui, en l'absence d'accord politique au sein du Parlement, mettrait le pays en situation de défaut de paiement. Hier matin, la livre britannique baissait légèrement face à la monnaie unique européenne, à 91,52 pence pour un euro, mais grimpait quelque peu face au dollar, à 1,3046 dollar pour une livre. La devise suisse reculait face à l'euro, à 1,1391 franc suisse pour un euro mais montait face au billet vert, à 0,9537 franc suisse pour un dollar.

Agences

Pétrole

Le Brent à 53,80 dollars en cours d'échange à Londres

LES PRIX du pétrole poursuivaient leur hausse hier en cours d'échanges européens, soutenus par la possibilité d'une nouvelle extension de l'accord de limitation de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 53,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 42 cents par rapport à la clôture de mardi. Le Brent a atteint en matinée son plus haut niveau depuis plus de trois mois à 54 dollars, tandis que le WTI a touché son plus haut en trois semaines à 49,02 dollars à la même heure. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'octobre gagnait 17 cents à 48,83 dollars. «Les prix ont été soutenus par une réunion entre les ministres russe et saoudien de l'Energie, qui commencent à discuter d'une nouvelle extension de l'accord de limitation de la production», ont relevé des analystes. L'accord, qui unit l'Opep et d'autres producteurs non membres, cherche à rééquilibrer le marché mondial en fixant à ses participants des objectifs de production en deçà de leurs capacités maximales. Le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, a indiqué hier que l'accord de réduction de l'offre entre pays Opep et non-Opep pourrait être prolongé au-delà de mars 2018 «si nous voyons que le marché a besoin d'efforts supplémentaires pour s'équilibrer, s'il n'est pas équilibré du point de vue du retour des réserves à leur moyenne sur cinq ans», a-t-il déclaré, précisant qu'il était «trop tôt» pour se prononcer. «La hausse des prix est cependant limitée par l'approche d'un nouvel ouragan aux Etats-Unis», alors que la tempête Harvey avait paralysé les raffineries américaines, faisant chuter les cours du brut. L'ouragan Irma, d'une intensité sans précédent dans l'Atlantique, est attendu sur les côtes américaines, et certaines stations balnéaires ont été évacuées en Floride.

R. E.

Oran

Lancement d'une étude d'aménagement de la frange maritime Est

■ Le wali d'Oran, Mouloud Cherifi, a annoncé le lancement d'une étude d'aménagement de la frange maritime Est à l'horizon 2030.

Par Malek H.

Lors d'une visite effectuée sur le prolongement du jardin de Sidi M'hamed, le chef de l'exécutif de la wilaya a indiqué à la presse qu'une enveloppe financière de 15 millions DA a été dégagée par la wilaya pour la prise en charge d'une étude globale d'aménagement de la frange maritime Est-horizon 2030, après achèvement des travaux en cours de l'extension du port d'Oran et de la liaison autoroutière. «L'objectif, après achèvement des travaux d'extension du port d'Oran, est de dégager des espaces sur lesquels seront implantés des marinas, plages artificielles et autres installations devant renforcer le tourisme et la destination Algérie», a déclaré le wali qui a souligné que l'étude qui dessinera le futur de ce pôle touristique sera réalisée par étapes, par le bureau d'études. M. Cherifi qui a déploré la situation de l'hygiène et le nettoyage au niveau de la ville d'Oran lors de sa visite du prolongement de la frange maritime, a estimé nécessaire la création d'une entreprise de travaux acrobatiques avec le concours des services de la protection civile pour former les agents en alpinisme qui seront chargés du nettoyage des talus jonchés de détritus. «Il faut former des spécialistes pour en finir avec ce



décor repoussant qui s'offrent aux visiteurs», a ajouté le wali qui s'est désolé de l'arrêt du dispositif «Blanche Algérie» qui employait près de 2 000 agents de nettoyage et s'est félicité, toutefois, du recrutement d'une centaine d'agents par

l'EPIC « Propreté d'Oran ». Dans ce contexte, il a annoncé une vaste campagne de nettoyage le vendredi et samedi prochains pour éliminer tous les points noirs avec la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels dont disposent les com-

munes du Grand projet Urbain (GPU) regroupant celles d'Oran, de Bir El Djir, de Sidi Chahmi et d'Es-Sénia. Le wali s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réalisation d'une sûreté urbaine pratiquement achevée à Sidi El Bachir, une agglomération

secondaire relevant de la commune de Bir El Djir (120 000 habitants), de même que ceux d'une sûreté urbaine et d'une brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) avec un bloc d'hébergement à haï «Bouamama», secteur urbain à l'ouest relevant de la commune d'Oran (120 000 habitants). Auparavant, le wali s'était rendu au chantier du centre des activités scientifiques et des loisirs (ex-Palais des congrès) qui est à l'arrêt, selon les explications fournies par la directrice par intérim de l'administration locale (DAL) qui assure le pilotage de ce projet, Mme Y. Hadri. Un chantier qui nécessite une expertise comme l'a recommandé le wali après avoir écouté les réserves formulées par le bureau d'études qui a pointé du doigt certaines entreprises compte tenu des «malfaçons observées dans la conduite de certains travaux secondaires» scindés en 17 lots et confiés à 14 intervenants dont certains seraient défaillants et auxquels des mises en demeure ont été adressées. M. H./APS

Béjaïa

L'échangeur des Quatre chemins livré en avril 2018

L'échangeur des Quatre chemins, en construction à l'entrée Est de la ville de Béjaïa, va être livré en avril 2018, selon un nouveau délai imparti à l'entreprise réalisatrice, l'Entreprise nationale des grands ouvrages d'art (ENGOA), indique-t-on à la wilaya. Le projet, entamé en 2012, pour un délai de réalisation de 24 mois, a dû connaître plusieurs ajournements dans sa concrétisation définitive, la dernière en date ayant été fixée pour le 05 juillet dernier. «Mais, les promesses faites n'ont pas été tenues», précise la même source qui en attribue l'origine à une foule de contraintes dont la conjonction a fini par impacter lourdement la

progression du chantier. Le déplacement des réseaux, entre autres, une ligne électrique de haute tension, l'opposition des riverains au parcours dont un contentieux de plusieurs mois avec la compagnie Sonatrach sur sa voie de servitude, jugée proche d'un réseau gazoduc, le manque de maturité de l'étude initiale de faisabilité, et enfin les problèmes financiers, notamment le paiement des avants dus à l'entreprise ont tous concouru avec des incidences et des fortunes diverses sur sa longévité. «La plupart des contraintes sont désormais levées. Et le chantier est appelé à avancer à pas fermes», a-t-on souligné, d'où cette ambition de voir l'ouvrage

mis en service dès le printemps prochain. Le wali, Mohamed Hattab, qui a inspecté le site, ce mardi, a considéré cet ultime report à un délai de rigueur, enjoignant les acteurs engagés pour se faire, notamment l'entreprise, la direction des travaux publics et la daïra, à s'y conformer et à mettre tous les moyens requis pour être au rendez-vous. Ce projet structurant, destiné à fluidifier le trafic automobile à ce carrefour névralgique, notamment en assurant la jonction entre les routes nationales 12 (Béjaïa-Tizi-Ouzou et Béjaïa-Bouira) et 09 (Béjaïa-Sétif et par extension Jijel) qui, quotidiennement, accueillent plus de 30 000 véhicules jour, est un

projet lourd et éminemment stratégique. Sa consistance se compose de cinq ponts dont un achevé et mis en service en 2014, un pont vousoir pour assurer l'enjambement d'une ligne ferroviaire, huit rampes d'accès et l'aménagement de deux carrefours plans. D'un coût prévisionnel, estimé à 04 milliards de dinars, sa réalisation est de nature à bouleverser le trafic routier à l'entrée de la ville de Béjaïa. Mais pas seulement, puisque son achèvement a été conçu de telle sorte à faire la jonction avec la pénétrante autoroutière entre Béjaïa et Bouira et par ricochet l'autoroute Est-Ouest.

Hatem D.

Khenchela / Agriculture

Mise en valeur prochaine de 17 000 ha au sud

Le cahier des charges pour la mise en valeur de 17 000 hectares dans la région sud de la wilaya de Khenchela sera signé la semaine prochaine, a annoncé le directeur de wilaya de l'Office national des terres agricoles (ONTA), Djellal Guermoui. Selon la même source, l'entreprise nationale Cosider est concernée par la signature du pacte de valo-

risation de ces terres réparties sur les deux périmètres Djelib et Bousalah dans la commune de Babar dans le cadre de l'instruction ministérielle relative à la création d'exploitations nouvelles d'agriculture et d'élevage. La moitié de la superficie à mettre en valeur sera consacrée aux grandes cultures stratégiques de blé et l'autre moitié à la plasticul-

ture et l'oléiculture notamment, a ajouté le même responsable qui a relevé que l'objectif de l'opération est d'élargir la surface cultivée et soutenir le développement du secteur agricole et de l'économie nationale. Les deux futurs périmètres se trouvent près de ceux réservés par l'Etat à 1 800 jeunes qui devraient bénéficier de l'expérience de Cosider, relè-

ve la même source. Lors d'une récente visite dans la wilaya, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, avait donné des instructions à l'entreprise Cosider pour entamer les travaux de mise en valeur dans le sud de la wilaya avant fin septembre courant.

A. O.

Rentrée scolaire à Annaba Ouverture de deux classes d'enseignement de tamazight

DEUX CLASSES d'enseignement de la langue amazighe ont été ouvertes à Annaba au titre de la nouvelle rentrée scolaire 2017-2018, a-t-on appris du directeur de l'éducation, Ahmed Ayachi. Dotée de 25 places pédagogiques chacune, ces deux classes ont été ouvertes dans les établissements primaires «Amor Rizzi» et «Moussa Amari» de la ville d'Annaba, selon le même responsable qui a souligné la disposition des services de l'éducation «à procéder à l'ouverture de nouvelles classes d'enseignement de tamazight selon les demandes exprimées». D'autre part, plusieurs infrastructures scolaires ont été réceptionnées à Annaba en prévision de la nouvelle année scolaire a-t-on noté, détaillant qu'un lycée et deux groupements scolaires seront opérationnels au groupement d'habitations de la commune d'El Bouni. Trois salles de sports ont été réalisées au lycée «El Mokaouama» et deux CEM (collège d'enseignement moyen) «8-Mai 1945» et «Mohamed Taybi», au chef-lieu de wilaya et seront fonctionnels pour cette année scolaire, a souligné Ahmed Ayachi. R. R.

Libye

16 migrants clandestins retrouvés morts dans le désert du sud-est

UNE PATROUILLE de l'armée a découvert les corps de 16 migrants clandestins dans le désert du sud-est, selon l'Agence de presse libyenne. «Une patrouille de la zone militaire de Tobrouk a retrouvé les corps de 16 migrants clandestins à 310 km au sud-ouest de Tobrouk et la zone continue d'être fouillée», a-t-il été précisé. Les corps étaient en état de décomposition et certaines victimes étaient égyptiennes, selon le Croissant-Rouge. En juillet dernier, des patrouilles de l'armée libyenne avaient retrouvé dans le désert libyen les corps de 20 migrants égyptiens qui étaient entrés illégalement dans le pays et avaient succombé à la chaleur et à la faim. Chaque année, de nombreux migrants clandestins tentent de traverser la Méditerranée depuis la Libye pour rejoindre l'Europe afin de fuir l'insécurité et les conflits armés.

S. O.

Mauritanie Une tempête fait 15 morts et 40 blessés dans le sud

QUINZE personnes ont été tuées et plus de 40 blessées lors d'une tempête accompagnée de fortes pluies qui a frappé lundi soir les environs de Boghé, dans le sud de la Mauritanie, a indiqué hier le ministère de l'Intérieur. Un premier bilan avait dans un premier temps fait état de neuf décès. Quatorze blessés graves ont été évacués vers des hôpitaux de Nouakchott, a précisé le ministère dans un communiqué. Des blessés ont également été admis à l'hôpital d'Aleg, situé à 70 km de Boghé, avait au préalable indiqué une source médicale. «Les hangars et maisons en banco (terre crue) ont cédé face à la violence du vent, tard dans la soirée», a expliqué Ahmed Mbarreck, un habitant de MBaladji, une des localités touchées. La ville de Boghé (environ 40 000 habitants) est située à 300 km au sud-est de la capitale, Nouakchott, sur la frontière avec le Sénégal.

R. M.

Tunisie/ Ville antique engloutie par la mer

Des fouilles archéologiques ont prouvé dès 2013 l'existence de Néapolis

■ Les fouilles archéologiques entamées en 2010 par une équipe de prospection sous-marine tunisienne relevant de l'Institut national du patrimoine (INP), dans le Cap Bon, ont prouvé dès 2013 l'existence de la cité antique de Néapolis qui a été engloutie, a déclaré aux médias locaux Faouzi Mahfoudh, directeur de l'INP.

Par Amel D.

Ces informations relayées au niveau international font état de la découverte d'une cité antique datant du 4^e siècle et disparue suite à un tsunami qui avait ravagé la côte nord-est de la Tunisie. M. Mahfoudh a précisé que les récentes fouilles réalisées par une équipe d'archéologues tunisiens et italiens se sont basées sur une localisation antérieure du site archéologique en question. Mahfoudh qui est également universitaire spécialisé en histoire et en archéologie, a tenu à préciser que les causes ayant conduit à la submersion de cette cité, surtout les cuves servant à la production de Garum, sont encore sujet de controverse scientifique. «On ne peut affirmer, aujourd'hui, avec certitude que c'est un séisme ou un tsunami qui avaient entraîné une prolongation de la côte et la disparition de ce vestige sous la mer», a-t-il dit. Selon la même source, il serait encore trop tôt pour se prononcer à ce sujet qui exige une étude scientifique approfondie sur la base de prélèvements géologiques et un échantillonnage effectués par des scientifiques issus de diverses disciplines. Il a annoncé que les résultats des fouilles devraient être présentés dans le cadre de rencontres académiques prévues par l'INP, pour les mois d'octobre et novembre prochains avec la participation de l'université Sassari-Oristano d'Italie. Pour sa part, Ahmed Gadhoum, expert dans les fouilles sous-marines, a indiqué que le site submergé par les eaux est un prolongement du site Néapolis terrestre préservé –



R. TOFFI

renfermant aussi des cuves de poissons datant de l'époque romaine – et qui est mis sous la tutelle de l'Agence de mise en valeur et valorisation du patrimoine (AMVVP), un organisme qui veille à sa préservation et à son exploitation comme site archéologique ouvert au public. M. Gadhoum a expliqué que suite à

la montée des eaux sur les côtes de la Méditerranée, durant les deux derniers millénaires, plusieurs sites archéologiques ont été submergés dans différentes villes du littoral. L'expert est également d'avis qu'on ne peut affirmer avec certitude que le tsunami, cité par d'anciens historiens, serait la cause directe de la sub-

mersion de cette cité et par conséquent de la disparition de Néapolis. Apporter des preuves scientifiques tangibles basées sur une étude méthodologique et des prélèvements sur les lieux des fouilles seraient donc nécessaires pour affirmer la véracité d'une telle hypothèse, a conclu le spécialiste. Mounir Fantar, directeur de la mission archéologique, a signalé que la cité antique de Néapolis découverte par l'équipe italo-tunisienne s'étendait sur une superficie de 20 hectares. Il a émis l'hypothèse qu'un tsunami aurait, en l'an 365, provoqué l'engloutissement de Néapolis, tel la Crète et Alexandrie situées pareillement en Méditerranée. Il a, par ailleurs, annoncé qu'un rapport final de ces fouilles, étalées sur sept ans par l'équipe conjointe de chercheurs sera présenté début 2018, dans le cadre de rencontres scientifiques qu'abritera l'Académie Lincei à Rome (Italie).

A. D./APS

Des partis politiques souhaitent le report des municipales

HUIT partis politiques tunisiens, dont Afek Tounes, membre de l'actuel gouvernement, et Al Badil, présidé par l'ancien Premier ministre Mehdi Jomaa, ont appelé, lors d'une conférence de presse, au report des élections municipales prévues le 17 décembre, réclamant une loi pour l'organisation de ces premières élections locales depuis la révolution de 2011. «Nous demandons le report des élections municipales et appelons le président de la République à nous écouter (...) pour convenir d'une nouvelle date», a dit à la presse Issam Chebbi, dirigeant du parti centriste Al Joumhour. Pour le chef d'Afek Tounes, Yassine Brahim, son parti «a des doutes sur la capacité de l'Isie (l'instance chargée d'organiser les municipales) à organiser ces élections dans des conditions les plus favorables». «C'est une opinion partagée par huit partis», a assuré M. Ibrahim, précisant que «fin mars nous paraît une bonne date» pour les municipales. Selon lui, ces élections ne peuvent se tenir sans combler les postes vacants au sein de l'Isie et sans l'adoption au Parlement d'une loi électorale permettant l'organisation administrative et financière des municipales. Le président de l'Isie, Chafik Sarsar, une personnalité respectée qui a mené à bien les élections législatives de 2014, a démissionné avec fracas en mai ainsi que deux autres membres de l'instance, laissant entendre qu'il ne pouvait plus travailler de manière «transparente» et «impartiale». Après l'adoption d'une Constitution et le succès en 2014 des élections législatives et présidentielle, ces municipales doivent permettre d'ancrer le processus démocratique à l'échelle locale.

A. D.

Sahara occidental

Nécessité d'un règlement du conflit, selon l'ONU

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, a souligné la nécessité de mettre fin au conflit au Sahara occidental, exprimant son engagement à lancer le processus de négociations entre les deux parties du conflit (le front Polisario et le Maroc) à la faveur d'une «nouvelle dynamique» afin de parvenir à un règlement politique garantissant le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination. Dans son rapport sur la question du Sahara occidental présenté lors de la 72^e session de l'Assemblée générale de l'ONU, M. Guterres a souligné «la nécessité de mettre fin au conflit au Sahara occidental dans les plus brefs délais afin de permettre à la région de faire face aux menaces sécuritaires, aux défis économiques et aux souffrances humaines de façon coordonnée et

humaine». M. Guterres a affirmé son engagement à relancer le processus de négociations avec une nouvelle dynamique et un nouvel esprit, afin de parvenir à une solution politique acceptable par les deux parties du conflit (le Polisario et le Maroc) et garantir au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination dans un contexte conforme aux principes de la Charte de l'ONU et à ses objectifs. En dépit des «réalisations de deux envoyés spéciaux consécutifs au Sahara occidental, en faveur de la création d'un cadre adéquat pour la résolution de cette crise, les deux parties en conflit n'arrivent toujours pas à s'engager dans la recherche d'une solution», a ajouté le même rapport. Le Secrétaire général de l'ONU a évoqué dans son rapport les différents développements dans la région durant la période citée dans le

rapport, dont les obstacles posés devant la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso), et les violations des droits de l'Homme par l'occupant marocain dans la région d'El-Guerguerat. Le rapport évoque par ailleurs la disponibilité du Front Polisario en tant que représentant légitime et unique du peuple sahraoui à trouver une solution pacifique et juste au conflit, ainsi que sa disponibilité à poursuivre les négociations. Le rapport du Secrétaire général de l'ONU couvre la période allant du 1^{er} juillet 2016 au juin 2017, en application de la résolution 106-71 de l'Assemblée générale du 27 décembre 2016. Il résume le dernier rapport présenté par le Secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité concernant la situation au Sahara occidental.

Samir T.

Dacia

Le Nouveau Duster, un authentique SUV

Page animée par Ali Zidane

Dacia renouvelle son modèle iconique, Nouveau Duster, un authentique SUV au design moderne, attractif, robuste et entièrement redessiné. Après plus d'un million de Dacia Duster vendus, la saga Duster se poursuit avec un nouvel opus toujours aussi polyvalent et encore plus séduisant, qui sera présenté au Salon de Francfort 2017. Cet authentique baroudeur exprime jusque dans son design son esprit et ses capacités d'évasion. Les gènes de Duster sont réinterprétés et modernisés pour un style résolument musclé et très robuste. Il lui confère un tempérament bien trempé, accentué par une nouvelle teinte Orange Atacama.



P.H.A.D.R.

A l'avant

Une calandre très affirmée

qui s'étire jusqu'aux feux, repoussés aux extrémités, et accentuant ainsi la largeur perçue du véhicule, une nouvelle

signature lumineuse intégrant des feux de jour à LED répartis en trois segments, un capot encore plus horizontal, aux lignes saillantes, qui lui donnent un aspect très robuste et volontaire, un ski avant agrandi qui renforce son côté baroudeur. Couleur chrome satiné, teinté dans la masse, il garde son aspect d'origine et résiste aux rayures.

De profil

Une ligne de ceinture de caisse rehaussée qui conforte l'impression de robustesse et de protection, un pare-brise avancé de 100 mm par rapport au Duster actuel, plus incliné, qui allonge la cabine pour un sentiment de volume accru, de nouvelles barres de toit en aluminium, caractéristiques des SUV, s'inscrivent dans le prolongement du pare-brise et dynami-

sent la ligne, des roues alliage de 17 pouces avec des passages de roues marqués et des enjoliveurs d'ailes noirs qui accentuent le look baroudeur du véhicule.

A l'arrière

Des épaules au volume généreux, des lignes horizontales et des feux repoussés à chaque extrémité qui renforcent la perception d'assise et de stabilité du véhicule, la signature lumineuse de Dacia – avec ses 4 carres rouges – adaptée au Duster, et le ski arrière élargi, lui aussi de couleur chrome satiné, teinté dans la masse. Le Nouveau Duster fait également la part belle au confort avec un intérieur complètement redessiné et très qualitatif, ainsi que de nouveaux équipements à découvrir en détails à partir du 12 septembre 2017.

Renault

Pick-up Alaskan commercialisé en Europe en septembre 2017

Révéilé en 2016 en Colombie et déjà plébiscité sur les marchés à forte tradition pick-up que sont les marchés d'Amérique latine, Renault Alaskan est commercialisé en Europe à partir de septembre 2017. Ce pick-up d'une tonne de charge utile est un baroudeur musclé qui offre : un design imposant intégrant une face avant énergique et des

lignes athlétiques, une robustesse à toute épreuve et un excellent confort de conduite, grâce notamment à une suspension arrière à cinq bras et un châssis hautement résistant, une puissance et une ingéniosité remarquables, avec le moteur Renault 2,3 litres dCi, le plus sobre et le plus économique dans cette catégorie, ainsi que d'exception-

nelles capacités tout-terrain, des solutions sur mesure avec une large offre de services, de transformations et d'accessoires pour répondre à la diversité des besoins des clients. «Après l'Amérique latine, Renault confirme avec Alaskan ses ambitions mondiales en partant à la conquête du marché du pick-up en Europe. Alaskan est un pick-

up puissant et robuste qui répond aussi bien aux exigences des professionnels que des particuliers», a déclaré Ashwani Gupta, directeur de la Division véhicules utilitaires Renault-Nissan. «Renault fait son entrée sur un marché particulièrement dynamique en Europe : le segment du pick-up une tonne affiche une

croissance de +25% à fin 2016 et +19% à fin juin 2017. Acteur majeur du véhicule utilitaire et fort d'un réseau de près de 9 000 points de vente en Europe, Renault continue d'enrichir sa gamme avec Alaskan», a souligné Jean-Christophe Kugler, directeur des opérations de la Région Europe.

Salon de Frankfurt 2017 :

Renault Symbioz, vision futuriste de Renault...

Un concept-car qui préfigure la vision de Renault du futur de la mobilité : autonome, électrique et connectée. Renault Symbioz sera révélé lors de la conférence de presse, au Salon de Francfort, le 12 septembre prochain. Ce concept-car s'inscrit dans le nouveau cycle design initié par Trezor.

Avec Renault Symbioz, Renault donne sa vision de la place de l'automobile dans notre société à l'horizon 2030. Quelles seront les attentes de nos clients ? Quels seront les défis environnementaux

et urbains à relever ? A travers ce concept-car, Renault explore la mobilité autonome, électrique et connectée du futur. Renault Symbioz renvoie aux origines du grec ancien «symbiosis» qui signifie «vivre ensemble». Pour Renault, l'automobile du futur, incarné par ce concept-car, sera en harmonie et en interaction continue avec son environnement, avec les infrastructures routières, avec la vie digitale de nos passagers. La lettre «Z» dans le nom renvoie à la technologie Z.E. électrique qui propulse ce concept-car.

...Seat Leon Cupra R à 799 exemplaires seulement



Après avoir gagné une poignée de chevaux lors de son récent restylage, la Seat Leon Cupra en gagne encore une autre avec cette version R. Elle atteint désormais 310 ch, tout en restant une traction. La Cupra R sera produite en série limitée. 799 exemplaires seront disponibles à la fin de l'année.

Chez Seat, on ne compte pas se laisser impressionner par la Mégane 4 RS ! Huit jours avant la présentation de la nouvelle bombe de Losange,

l'espagnol envoie d'ailleurs un signal fort à Renault avec cette Leon Cupra R. Cette variante, toujours traction, établit un nouveau record de puissance pour une Seat de série : 310 ch. Pour rappel, à l'occasion du restylage opéré en début d'année, la Cupra était déjà passée de 290 à 300 ch. Les 310 ch correspondent à la version à boîte manuelle six rapports, le modèle DSG6 restant à 300 ch. Le constructeur ne communique pas encore sur d'éventuels gains côté performances. La Cupra R c'est aussi un look plus radical. Les designers ne se sont pas contentés de quelques stickers. La voiture muscle son apparence avec des élargisseurs d'ailes. Ils donnent naissance à des fentes verticales dans les boucliers. L'avant est souligné par un nouveau spoiler en fibres de carbone, un matériau que l'on retrouve au niveau du diffuseur. Ce dernier intègre deux sorties d'échappement rondes. Pour le côté plus tape-à-l'œil, les logos, rétroviseurs et jantes adoptent un aspect cuivré. La Cupra R est présentée avec une couleur spécifique, un gris mat. Seat ne montre pas encore l'habitacle, mais indique qu'on y retrouvera du carbone et des touches cuivrées. Le volant sera recouvert d'Alcantara.

KIA Picanto La nouvelle finition X-Line, le petit SUV



La Picanto se dote d'une présentation un peu «tout-terrain» avec la finition X-Line. La nouvelle Kia Picanto, lancée récemment, accueille en cette rentrée de septembre une nouvelle finition «X-Line» bien dans l'air du temps. Vous n'êtes en effet probablement pas sans savoir que le SUV est ce qui marche aujourd'hui le mieux dans le monde automobile (30% de parts de marché du neuf en Europe ces derniers mois...), et la recette s'applique aussi aux plus petites voitures, comme nous le prouve ici Kia.

La Picanto X-Line s'illustre aussi par un très fort contenu technologique pour la catégorie : caméra de recul, recharge des smartphones par induction, Apple CarPlay et Android Auto, freinage d'urgence avec détec-

tion de piétons, volant multifonction ou encore jantes 16 pouces en aluminium, tout ceci est de série sur cette finition X-Line généreusement dotée.

Une nouveauté en cache finalement une autre sur la Picanto puisque la finition X-Line amène également les trois cylindres 1.0 turbo de 100 ch, que nous avons déjà découverts sur la Rio. Avec 172 Nm de 1500 à 4000 tr/mn, ce moteur devrait être très à son aise sous le capot de la Picanto qui est sous la tonne. Kia annonce d'ailleurs un 0 à 100 en 10 secondes, ce qui est très respectable, et des émissions de CO2 de seulement 104 g/km. La commercialisation est prévue pour le quatrième trimestre de cette année.



Corée du Nord

La fermeté des Etats-Unis se heurte aux mises en garde russes

■ Ton martial côté Washington, refus d'une «hystérie militaire» à Moscou : trois jours après le dernier essai nucléaire nord-coréen, l'unité internationale face au régime de Kim Jong-Un commence à se fissurer, douchant les espoirs américains de nouvelles sanctions internationales rapides.

Par Rosa F.

Donald Trump a en tout confirmé le ton ferme en vigueur à Washington depuis que la Corée du Nord a revendiqué, dimanche, l'essai réussi d'une bombe H, la plus puissante jamais testée par Pyongyang. Le président américain, qui avait promis le mois dernier «le feu et la colère» à Pyongyang si ses menaces devaient se poursuivre, a ainsi annoncé mardi dans un tweet qu'il autoriserait le Japon et la Corée du Sud à acheter des armes américaines «ultra sophistiquées». Les Etats-Unis ont déjà menacé le régime de Kim Jong-Un d'une «réponse militaire massive». «S'engager dans une hystérie militaire n'a aucun sens, c'est un chemin qui mène à l'impasse», a répondu Vladimir Poutine depuis la Chine, où il a assisté au sommet des Brics qui réunit les puissances émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Tout en condamnant les essais nord-coréens, le président russe a répété qu'une réponse militaire pouvait «aboutir à une catastrophe planétaire et à un grand nombre de victimes». La Corée du Sud a de son côté lancé dès lundi des manœuvres

terrestres à tirs réels et la marine sud-coréenne a fait de même mardi dans l'espoir de dissuader Pyongyang de toute provocation en mer. Le Japon lui a revu à la hausse son estimation de la puissance de la bombe à hydrogène que Pyongyang a fait exploser dimanche: selon Tokyo, elle atteint 120 kilotonnes, soit huit fois supérieure à celle de la bombe américaine qui a dévasté Hiroshima en 1945. Et les échanges de menaces se poursuivent: l'ambassadeur nord-coréen auprès de l'ONU à Genève, Han Tae Song, a assuré que les récentes «mesures d'autodéfense» de son pays étaient un «paquet cadeau» adressé aux Etats-Unis, qui en «recevront d'autres» s'ils poursuivent «leurs provocations imprudentes et tentatives futiles pour mettre la pression» sur la Corée du Nord. De son côté, Moscou semble donc rejoindre la position chinoise en faveur d'une «résolution pacifique» de la crise et d'une reprise de pourparlers avec le régime nord-coréen. Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a insisté sur ce point au téléphone avec son homologue américain Rex Tillerson, prônant «l'utilisation de moyens politiques et diplomatiques» et appelant Washington à



Ph. > D. R.

«ne pas céder aux émotions et à garder sa retenue». Mais si M. Tillerson avait ouvert la porte à un futur dialogue ces dernières semaines, M. Trump juge désormais que «tout discours d'apaisement ne fonctionnera pas». Outre la pression militaire, les Etats-Unis comptent essentiellement sur l'adoption de mesures «les plus fortes possibles» contre Pyongyang. Washington souhaite ainsi négocier dans les prochains jours à l'ONU un nouveau train de sanctions dont il a pris l'initiative – le huitième – et le mettre au vote du Conseil de sécurité dès lundi – un appel relayé mardi par plusieurs pays, dont la France et le Royaume-Uni. Ces mesures pourraient concerner les secteurs

du pétrole et du tourisme ainsi que le renvoi en Corée du Nord de ses expatriés, après les sanctions adoptées début août à l'unanimité, visant à priver le pays d'un milliard de dollars de recettes tirées de ses exportations de charbon, de fer et de sa pêche. Mais des obstacles remettent déjà en cause ce scénario. «Le recours à n'importe quelles sanctions dans ce cas est inutile et inefficace», a ainsi balayé M. Poutine, dont le pays dispose d'un droit de veto à l'ONU tout comme la Chine, dont la position reste aussi incertaine. Les Nord-Coréens «ne vont pas renoncer à leur programme» nucléaire «s'ils ne se sentent pas en sécurité», il faut donc «chercher à lancer un

dialogue entre toutes les parties intéressées», a encore plaidé le chef du Kremlin. Moins catégorique, l'ambassadeur russe à l'ONU a en tout cas estimé qu'un vote lundi serait «un peu prématuré». Surtout, Moscou veut que toute résolution fasse «référence au besoin d'un dialogue politique basé sur les récentes initiatives», c'est-à-dire la proposition russo-chinoise d'un gel des manœuvres militaires américano-sud-coréennes contre une suspension des programmes balistique et nucléaire nord-coréens. Or lundi, les Etats-Unis avaient sèchement qualifié cette proposition d'«insultante». «Quand un Etat voyou a une arme nucléaire et des missiles intercontinentaux pointés sur vous, vous ne baissez pas la garde», avait lancé l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. L'unité du Conseil de sécurité est «absolument cruciale», a prévenu mardi le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, face à ces divergences, appelant les membres permanents (Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France) à «se mettre d'accord ensemble sur une seule stratégie pour négocier avec Pyongyang». Lors d'un entretien téléphonique avec le président américain Donald Trump mardi, la Première ministre britannique, Theresa May a souligné le «rôle clé» de la Chine et la nécessité de parvenir à un «accord rapide» sur de nouvelles mesures visant la Corée du Nord. R. F.



Points chauds

Retour

Par Fouzia Mahmoudi

Si, d'après tous les sondages, les Français avaient indéniablement hâte d'enfin pouvoir se débarrasser de François Hollande, ce dernier ne semble pas prêt à dire adieu à la politique et veut continuer de faire partie, malgré eux, de la vie médiatique de ses concitoyens. L'ancien président de la République française a en effet officiellement pris mardi soir la présidence de la fondation La France s'engage, une fonction qui lui permettra de poursuivre son action en faveur de l'innovation sociale et de conforter sa volonté de plus en plus manifeste de peser dans le débat politique. Près de quatre mois après avoir quitté l'Élysée, l'ancien chef d'État a été élu président par le conseil d'administration de la fondation. «Je ne conçois pas l'engagement seulement sous la forme politique (...). Il y a aussi un engagement citoyen», a expliqué Hollande sur Franceinfo mardi soir, en assurant ne pas vouloir utiliser la fondation à des fins politiques. Parmi les objectifs de la fondation, «soutenir tout ce qui peut créer de l'emploi, toujours ma volonté d'inverser la courbe, comme c'est le cas, il vaut mieux à ma place pouvoir aussi y contribuer», a glissé l'ex-président. Déclarée d'utilité publique en mars, la fondation prolonge le programme du même nom initié en 2014 par Hollande et porté par l'ex-ministre socialiste de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Patrick Kanner, visant à identifier et soutenir des initiatives socialement innovantes. Dotée d'un budget de 30 millions d'euros annuels (dont 16,5 millions venant des donateurs privés BNP, Total, Andros et Artemis), la fondation est en train de recruter une équipe de huit personnes. La Fondation sera hébergée à la Station F, «le plus grand campus de start-up au monde», hébergé sous la Halle Freyssinet à Paris (XIII^e). François Hollande, qui «s'y rendra une fois par semaine», y sera dès cette semaine. Pour l'ex-président, «attaché affectivement» à cette «initiative concrète» qu'il a portée durant son quinquennat, c'est un moyen de «continuer à être utile», «une manière d'exprimer ses valeurs sans être dans la politique partisane ou électorale», explique son ancien conseiller en communication, Gaspard Gantzer. Il n'est pas certain, toutefois, que les Français soient eux aussi ravis de la volonté de leur ancien dirigeant de continuer à avoir un rôle public. Ils avaient sans doute espéré qu'après son départ de l'Élysée il se ferait plus discret et surtout resterait loin du feu des projecteurs.

F. M.

Immigration

Trump met fin à la protection des «Dreamers»

Donald Trump a mis fin mardi au programme de son prédécesseur Barack Obama qui a permis à des centaines de milliers de jeunes sans-papiers de rester aux Etats-Unis, une décision qui a provoqué de vives réactions dans le monde politique et économique. Le sort des quelque 800 000 «Dreamers» («rêveurs») qui bénéficient actuellement d'un statut temporaire leur permettant d'étudier et de travailler est désormais extrêmement incertain. La Maison-Blanche a appelé le Congrès à légiférer dans les six mois mais un compromis sur l'immigration, sujet qui divise Washington depuis des décennies, est loin d'être acquis. M. Trump n'a pas immédiatement pris la parole pour expliquer son choix mais insisté dans un communiqué sur la nécessité de donner «la priorité» aux travailleurs américains, thématique centrale de sa campagne électorale. «Nous devons nous rappeler que les jeunes Américains ont aussi des rêves», a-t-il lancé. Assurant quelques heures plus tard depuis le Bureau ovale qu'il avait «beaucoup d'amour» pour ces jeunes, il a renvoyé la balle dans le camp du Congrès. A compter de ce jour,

aucune nouvelle demande ne sera examinée. Les permis existants, qui portent sur une durée de deux ans, resteront en revanche valables jusqu'à leur expiration, date à laquelle leurs détenteurs n'auront plus le droit de travailler et pourront théoriquement être expulsés. La décision a immédiatement provoqué une cascade de réactions indignées, dans le camp démocrate bien sûr, mais aussi chez certains républicains, dans le monde de l'entreprise et au-delà des frontières américaines. Le Mexique, dont sont originaires l'écrasante majorité des enfants et jeunes adultes concernés, a exprimé sa vive inquiétude, réclamant une solution «rapide» pour mettre fin à l'incertitude juridique dans laquelle ces derniers se trouveront dans les mois à venir. «C'est une triste journée pour notre pays», a lancé Mark Zuckerberg, fondateur de Facebook. Microsoft a dit être déçu par cette décision qu'il considère comme «un recul pour le pays tout entier». Fait rare, Barack Obama est sorti du silence qu'il s'est imposé depuis son départ de la Maison-Blanche pour dénoncer une décision «contre-productive» et «cruelle» pour «ces enfants qui

étudient dans nos écoles, ces jeunes adultes qui débutent leur vie professionnelle». «In fine, c'est une question de décence élémentaire. Il s'agit de savoir qui nous sommes et qui nous souhaitons être», a-t-il lancé. En l'absence d'avancées législatives, ce dernier avait mis en place en 2012 par décret le programme DACA (Deferred Action for Childhood Arrivals) afin de faire sortir de l'ombre les enfants arrivés illégalement aux Etats-Unis avec leurs parents, pour la plupart en provenance d'Amérique latine. Si le Congrès se montrait à nouveau incapable de trouver une solution dans les six mois, «je réexaminerai l'affaire», a prévenu le président américain mardi soir dans un tweet. Dénonçant la décision prise de manière «unilatérale» par l'ancien président démocrate, le ministre de la Justice, Jeff Sessions, a estimé mardi qu'elle avait en particulier «privé d'emploi des centaines de milliers d'Américains en permettant que ces emplois soient occupés par des immigrants clandestins». «Nous ne pouvons accepter tous ceux qui voudraient venir ici, c'est aussi simple que cela», a-t-il déclaré.



Prix «Renaudot»

Kaouther Adimi et Salim Bachi en lice

■ Les auteurs algériens Kaouther Adimi et Salim Bachi figurent sur la première sélection du Prix littéraire français «Renaudot» pour l'année 2017. C'est avec respectivement le roman «Nos richesses» et l'essai «Dieu, Allah, moi et les autres» que l'Algérie sera présente lors de cet événement. Cette compétition verra cette année la participation de dix-sept romanciers et quatre essayistes dont la Française Iva Ionesco, Olivier Guez et le Libanais Charif Majdalani.

Par Abila Selles

La littérature algérienne figure sur la première sélection du Prix Renaudot. En effet, c'est le roman «Nos richesses» de Kaouther Adimi et l'essai «Dieu, Allah, moi et les autres» de Salim Bachi qui seront en lice pour ce concours. Dix-sept romans et quatre essais figurent dans cette première sélection rendue public lundi dont le dernier ouvrage de la jeune romancière Kaouther Adimi, «Nos richesses» publié en Algérie aux éditions Barzakh et en France chez «Le seuil».

Née en 1986, Kaouther Adimi a publié son premier roman, «Des ballerines de papicha» en 2010, réédité en France un an plus tard sous le titre «L'envers des autres», puis en 2015 son deuxième roman «Des pierres dans ma poche». Egalement auteur de plusieurs nouvelles, Kaouther Adimi avait reçu, entre autres, le Prix littéraire de la vocation (2011) pour son premier ouvrage. Entre autres romans retenus dans cette première sélection «Innocence», premier roman de



l'actrice et réalisatrice française Iva Ionesco, «La disparition de Josef Mengele» du journaliste et écrivain français Olivier Guez ou encore «L'empereur à pied» du Libanais Charif Majdalani. Dans

cette même sélection, quatre essais ont été retenus par le jury du prix Renaudot dont «Dieu, Allah, moi et les autres» de l'auteur algérien Salim Bachi qui a déjà été distingué du Prix

Goncourt du premier roman pour «Le chien d'Ulysse» paru en 2001. Né en 1971 à Alger, Salim Bachi qui s'était illustré avec «Le chien d'Ulysse», plusieurs fois primé en France, a publié une

dizaine d'autres romans et essais dont «La Kahéna» (2003), «Tuez-les tous» (2006), «Le dernier été d'un jeune homme» (2013), ou encore «Le consul» (2014). D'autres romans sont en lice parmi lesquels nous pouvons citer «Sexe et mensonges» de la Marocaine Leïla Slimani, auteur à succès ayant déjà reçu le prix Goncourt en 2016 pour son deuxième roman «Une chanson douce», «La nostalgie et l'honneur» du journaliste français Jean-René Van Der Plaesten et «De l'ardeur» de Justine Augier. Le prix «Renaudot» sera attribué au début du mois de novembre.

A. S.

Journées culturelles algériennes à Londres

Le conteur Mahi Seddik au programme

Le conteur professionnel et auteur algérien, Mahi Seddik, est au programme des journées culturelles algériennes prévues du 20 au 24 septembre à Londres, a-t-on appris auprès des organisateurs. Habitué des rondes populaires et du théâtre de la «Halqa», Mahi Seddik est convié à présenter des contes

puisés dans le patrimoine oral algérien, particulièrement du Grand Sud, à la faveur de deux représentations de son spectacle «Les contes d'Algérie», à l'occasion de cet événement communautaire visant à promouvoir la culture algérienne. Natif de Sidi Bel-Abbès, Mahi Seddik qui a suivi une formation

de formation en Tunisie et aux Emirats arabes unis, notamment. Cette manifestation est organisée par «The National Algerian Centre», une organisation qui vise à encadrer la communauté algérienne établie en Angleterre et à offrir des formations et des activités culturelles aux jeunes

de formation en Tunisie et aux Emirats arabes unis, notamment.

Cette manifestation est organisée par «The National Algerian Centre», une organisation qui vise à encadrer la communauté algérienne établie en Angleterre et à offrir des formations et des activités culturelles aux jeunes

Salle Ibn Khaldoun

Six jeunes talents animent la soirée

Un mega concert de jeunes formations algériennes aura lieu demain à la salle Ibn Khaldoun d'Alger, à l'initiative de l'Institut français de la ville.

Issues de la formation «La musique, de la production à la scène», ces 6 groupes émergents se produiront pour la première fois ensemble à l'occasion

de cet événement. Fruit d'un partenariat entre la ville de Paris et d'Alger, la formation a permis à ces bands de tout connaître en matière de production de musique et du spectacle en scène.

L'automne arrivant à grand pas, il est enfin temps pour ces derniers de mettre en pratique

ce qu'ils ont appris en été.

Un jury devra désigner le meilleur des six groupes qui se produiront. Parmi eux, nous pouvons citer CLE13, The Pertur-bateurs Band (Béjaïa), Dimastand de Béchar ou encore Smoke de Constantine. Des noms que vous devriez retenir, l'un d'eux pourrait peut-être devenir le

Djmawi ou le Gnawa Diffusion de demain.

Les gens qui souhaitent assister au concert, doivent réserver leur place dès maintenant à cette adresse mail : concertnouveaux Talents2017.alger@if-algerie.com et une réponse sera reçue avant l'événement.

L. B.

Indiana Jones 5

L'absence de Shia LaBeouf officiellement confirmée

Au cours d'un entretien accordé à Entertainment Weekly, le scénariste David Koepp a révélé que l'écriture du scénario d'«Indiana Jones 5» était presque terminée, et que le personnage de Shia LaBeouf sera complètement absent de l'intrigue du film. Bien qu'il ne soit pas attendu avant le 8 juillet 2020, le cinquième volet des aventures d'Indiana Jones sera-t-il tourné dès l'année

prochaine ? L'espoir est en tout cas permis si l'on se fie aux propos du scénariste David Koepp, puisqu'au cours d'un entretien accordé à Entertainment Weekly, ce dernier a révélé que le scénario était presque achevé, et que l'équipe était «majoritairement satisfaite» du script. Attelé à la post-production de son film «Ready Player One», et alors qu'il vient d'achever le tournage du

long métrage «The Post», «Indiana Jones 5» pourrait ainsi devenir le prochain projet de l'hyperactif Steven Spielberg, bien que cette décision dépendra également des agendas d'Harrison Ford et du compositeur John Williams. Quant à l'intrigue de cet «Indiana Jones 5», David Koepp n'a évidemment rien pu révéler de majeur, si ce n'est que le film mettra en scène Harrison Ford, et

que le personnage de Shia LaBeouf sera complètement absent de l'intrigue. Une excellente nouvelle en perspective pour les détracteurs d'Indiana Jones et le Royaume du Crâne de Cristal mais aussi une révélation peu surprenante quand on se souvient que le comédien n'avait pas hésité à dire tout le mal qu'il pense des films qu'il a tournés avec Spielberg.

R. I.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn-Khaldoun
(Alger-Centre)

Jeudi 7 septembre à
19h30h :

Concert de Lila Borsali. La soirée verra la participation, en première partie, de l'association Les Beaux-Arts d'Alger.

Vendredi 8 septembre à
19h30 :

Concert des groupes ayant participé à la formation «La musique, de la production à la scène», dispositif d'accompagnement et de professionnalisation destiné aux groupes émergents de musiques actuelles, organisée à Alger

par l'IFA (Institut français d'Algérie), l'Aarc (Agence algérienne pour le rayonnement culturel) et le centre musical FGO-Barbara de la ville de Paris. Ces groupes sont : The Pertur-bateurs Band (Béjaïa), Dimastand (Béchar), NR2 (Alger), Smoke (Constantine), Tissiliwen (Djanet), Clé 13 (Jijel).

Reservations : concertnouveaux Talents2017.alger@if-algerie.com

Institut français d'Alger
(Alger-Centre)

Jeudi 14 septembre à
19h30 :

Concert de chanson française, avec François Morel et Antoine Sahler. Réservation à l'adresse suivante : chansonfrancaiselavie2017.alger@if-algerie.com

Galerie Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger-Centre)

Jusqu'au 15 septembre : Exposition de peinture de l'artiste peintre Mourad Tiaicht.

Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger-Centre)

Jusqu'au 14 septembre : Exposition collective d'artisanat.



Coup-franc direct

Et maintenant ?

Par Mahfoud M.

La sélection nationale a été éliminée officiellement de la course au Mondial 2018 même si ce n'est pas une surprise puisqu'elle était déjà distancée par le Nigeria qui a pris une sérieuse option pour figurer à la phase finale de cette compétition mondiale. C'est décevant pour les millions d'Algériens qui attendaient mieux de la part des Verts dont le niveau est en sérieuse régression. Incriminer X ou Y ne servirait à rien avec ce naufrage de la sélection mais aussi de tout le football national qui s'enfoncé dans l'abîme et qui aura besoin de temps pour se redresser. Que faire maintenant que le mal est fait ? Certains préconisent déjà le limogeage du sélectionneur Alcaraz, d'autres veulent la tête du président de la FAF, Zetchi. Mais est-ce la solution idéale, sachant que rien n'est fait en profondeur pour relever le niveau de notre sport roi ? Nul doute que tout changement devrait passer par l'élaboration d'une politique claire et d'un programme tracé, car il ne sert à rien de limoger les gens si on ne prépare pas une certaine vision et une stratégie à mettre en place, du genre encourager la formation, inciter la DTN à faire un travail de profondeur en formant les techniciens qu'il faut et dans le même temps à relancer la formation des jeunes catégories, car il ne sert à rien de ramener des joueurs de l'étranger s'ils ne peuvent pas s'acclimater avec les exigences de l'Afrique. **M. M.**

Equipe nationale de handball

Boultif prendra sa retraite internationale

L'INTERNATIONAL algérien de handball, Sassi Boultif, fraîchement arrivé à Tremblay (Starligue/ Div.1 française de handball) a affirmé qu'il songeait sérieusement à prendre sa retraite internationale, regrettant le fait que l'équipe nationale se trouve sans entraîneur, à quatre mois de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 prévue au Gabon.

«C'est assez inquiétant, car l'échéance de la CAN-2018 approche et rien n'est fait. Il n'y a même pas d'entraîneur désigné à la tête de la sélection. Nous sommes dans l'attente. Je me pose beaucoup de questions pour savoir si je continue ou pas», a déploré le joueur algérien dans un entretien accordé au site spécialisé Handzone.net. L'arrière gauche algérien (34 ans) a retrouvé cet été le championnat de France qu'il a quitté en 2013 pour rejoindre le Golfe. Il avait porté les couleurs d'El-

Nasr de Dubaï aux Emirats arabes unis. «Nous n'avons effectué aucune stage depuis janvier 2016 et on n'a eu qu'un seul entraîneur, Salah Bouchekriou. Pendant ce temps, les autres nations travaillent et nous on les regarde.

Le souci c'est que les joueurs sont les seules personnes affectées et quel que soit le président de la fédération, on fait du sur-place», a regretté Boultif, champion d'Afrique avec l'Algérie en 2014. Et d'enchaîner: «Après la dernière CAN-2016 en Egypte, je me suis fait démonter. Je m'étais bien préparé mais malheureusement, une dizaine de jours avant la compétition, j'ai été victime d'une talonnade. Je n'ai pu tenir ma place qu'après deux infiltrations de cortisone. On termine 4es et les médias ont été très critiques.

On m'a reproché mon âge, ma motivation, j'attends de voir comment cela va se passer».

Ligue II Mobilis (2^e journée)

Le RCK à l'épreuve du MOB

LE RC KOUBA sera à l'épreuve du MO Béjaïa dans le choc de la deuxième journée de la Ligue II Mobilis qui se joue ce vendredi. Le nouveau promu en L2 et ancien pensionnaire de la DI, le Raed, espère prendre les trois points, lui qui avait entamé la saison par un nul ramené de l'extérieur de ses bases. Toutefois, ce ne sera pas une partie de plaisir pour lui d'autant plus que le MOB jettera toutes ses forces dans la bataille pour revenir avec un résultat probant de cette sortie. Les Boujiotes, tenus en échec à domicile par le MCS, veulent revenir avec les trois points, surtout que leur principal objectif reste la remontée en Ligue I. L'autre club de la vallée de la Soummam, à savoir la JSMB, jouera, elle, à domicile

et affrontera le CRB Ain Fekroun dans un match qui promet. Même si les poulains de Zeghdoud savent que leur mission ne sera pas facile, ils feront quand même tout pour l'emporter et gagner des points dans la course à l'accession. L'ASO Chlef qui avait débuté par un nul à l'extérieur face au GS Mascara tentera de faire mieux avec la réception du nouveau promu, le WA Tlemcen. Attafen and co sont décidés à prendre les trois points et bien se placer dans la course à la remontée. La JSM Skikda affronte, elle, le CA Bordj Bou-Arréridj, dans un derby de l'Est qui promet entre deux équipes qui ont le même objectif, à savoir, l'accession. Le match qui mettra aux prises l'ASM Oran au MC El Eulma

Eliminatoires du Mondial 2018/Algérie 0-Zambie 1 Les Verts à genoux, Alcaraz dans l'œil du cyclone

■ La sélection nationale de football s'est inclinée sur son terrain à Constantine face à la Zambie (1-0), pour le compte de la 4^e journée (Gr.B) des qualifications de la Coupe du Monde 2018.

Par Mahfoud M.

Trois jours après avoir été sèchement battue par cette même équipe zambienne à Lusaka (3-1), la formation algérienne s'est encore une fois inclinée face aux Chipolopolo. Une défaite, la troisième en quatre matches de qualification, qui met officiellement fin aux derniers espoirs des Verts de participer au Mondial russe de 2018. Même s'il avait fallu un scénario rocambolesque pour voir l'équipe algérienne être du gratin mondial l'été prochain en Russie, le onze national était rempli de bonnes intentions au coup d'envoi du match, faisant même de la victoire une question d'orgueil. Ce n'est pas faute d'avoir essayé, les Verts ont dès l'entame de la partie cherché à apporter le danger sur les buts adverses, obtenant un pénalty après une faute sur Attal (16'), un pénalty que Riyad Mahrez n'a pas réussi à transformer. Et comme un malheur ne vient jamais seul, le gardien de l'équipe nationale Rais M'bolhi sortira sur blessure quelques instants plus tard (23'). La première mi-temps se terminera sur un score



Les Verts disent adieu au Mondial

viège. Revenus des vestiaires avec un meilleur état d'esprit, les Verts se sont créés plusieurs occasions coup sur coup, butant à chaque fois sur un excellent Kennedy Mwenne. Laisant passer l'orage, la Zambie a parfaitement su gérer le temps fort de l'Algérie avant de finalement ouvrir le score par Patson Daka (66'), lequel a profité d'une bévue défensive. Trop brouillon dans les 30 derniers mètres, les Verts tenteront en vain de revenir au score, se heurtant à chaque fois à la défense des Chipolopolo. Avec cette victoire arrachée en terre algérienne et à deux journées de la fin des élimi-

natoires, le prochain match entre le Nigeria (10 pts) et la Zambie (7 pts) promet d'être explosif pour ce qui sera la finale de ce groupe B. Les Verts, quant à eux, restent bons derniers du groupe B avec un seul point au compteur. Ils tenteront de sauver l'honneur lors des deux matches qui leur restent à disputer face au Cameroun (3pts éliminé) et le Nigeria. Une chose est sûre, le coach national, l'Espagnol Alcaraz, est plus que jamais dans l'œil du cyclone et son limogeage est une question de temps, sachant qu'il n'a pas apporté la touche qu'on attendait de lui. **M. M.**

Ligue I Mobilis (2^e journée)

Chauds derbys algérois

La deuxième journée de la Ligue I Mobilis propose des empoignades très disputées, notamment avec les deux derbys algérois qui auront lieu respectivement aujourd'hui et demain. Ainsi, le NA Hussein-Dey reçoit au stade du 20-Août

55 aujourd'hui la formation de l'USM Alger dans un choc qui promet. Délocalisé au stade municipal du 20-Août après la fermeture du stade du 5-Juillet pour travaux, ce match devrait être très disputé, surtout que les deux formations visent le même objectif, à savoir, les trois points qui sont très importants pour la suite du parcours. Le Nasria, qui avait été battu lors de la première journée par le CS Constantine, souhaite se refaire une santé et se relancer en empochant les trois points du succès face à cette équipe usmiste, même s'ils savent que ce ne sera pas une partie de plaisir. Les Sang et Or souhaitent vivement se reprendre et réussir une victoire qui contentera leurs supporters déçus de la première défaite face au CSC. Cependant, les Usmistes ne l'entendront pas de cette oreille et feront tout pour essayer d'arracher les trois points et réaliser la passe de deux après un premier succès face au PAC. Les poulains du Belge Put sont conscients de ce qui les attend lors de ce derby et se donneront à fond pour prendre les trois points. L'autre derby de cette journée, à savoir, USM El

Harrach-CR Belouizdad, se jouera à huis clos en raison de la sanction imposée aux Harrachis. Malgré cela, les banlieusards feront tout leur possible pour l'emporter, eux qui avaient débuté par une défaite face à l'ESS. Seulement, ils devront faire très attention à cette équipe du Chabab, qui a débuté avec un succès et souhaite continuer sur cette même dynamique. De son côté, le Paradou AC qui avait perdu face à l'USMA donnera la réplique à la formation du MC Oran dans une empoignée équilibrée. Cependant, les Algérois sont décidés à l'emporter d'autant plus que ce sont eux qui reçoivent. Enfin et toujours pour ces matchs avancés, on notera que le DRB Tadjenant reçoit le CS Constantine dans un derby de l'Est qui promet. Le match sera particulier pour le nouveau coach du Difaâ, Mouassa, dont ce sera le premier match à la tête du club. **M. M.**

PROGRAMME :
Jeudi 7 septembre à 17h45 : PAC-MCO
NAHD-USMA (17h)
Vendredi 8 septembre : DRBT-CSC (17h)
USMH-CRB (18h)

LE PROGRAMME :

Vendredi 8 septembre à 17h :
JSMB-CRBAF (19h)
ASAM-RCR (19h)
ASO-WAT
CAB-GCM (18h)
JMS-CABBA
MCS-ABS
ASMO-MCEE
RCK-MOB

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Carte nationale d'identité biométrique électronique

Les détenteurs d'une CNL expirant en 2018 et candidats au baccalauréat sollicités

LE MINISTÈRE de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire invite l'ensemble des citoyens détenteurs d'une carte nationale d'identité arrivant à expiration avant la fin de l'année 2018 ainsi que les prochains candidats au baccalauréat à effectuer une demande de carte nationale d'identité biométrique électronique (CNIBE) auprès des daïras et communes, a indiqué avant-hier un communiqué du département de Bedoui.

«Dans le cadre de la généralisation progressive de la carte nationale d'identité biométrique électronique, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire invite l'ensemble des citoyennes et citoyens détenteurs d'une carte nationale d'identité arrivant à expiration avant la fin de l'année 2018 ainsi que les candidats au baccalauréat de 2018 à effectuer une demande de carte nationale d'identité biométrique électronique (CNIBE) auprès des daïras et communes», a précisé la même source.

Les citoyennes et citoyens disposant d'un passeport biométrique électronique peuvent demander leur CNIBE directement sur le site web du ministère, à savoir <http://www.interieur.gov.dz> - Rubrique «services en ligne», a ajouté le ministère.

A. Z.

Greram Gouga/Mila

Un mort et 3 blessés dans un accident de la circulation

UNE PERSONNE a trouvé la mort et trois autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu hier matin dans la commune de Greram Gouga, wilaya de Mila, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur un tronçon de la route nationale (RN) 27 reliant les wilayas de Jijel et de Constantine, suite à une collision entre un camion semi-remorque et un véhicule de tourisme, a indiqué la même source, précisant que la victime, une femme âgée de 49 ans, était décédée sur place.

L'accident a également provoqué des blessures de divers degrés à 3 autres personnes âgées entre 19 et 62 ans, a-t-on indiqué dans un communiqué émanant de cette institution. Les éléments de l'unité secondaire de Greram Gouga sont intervenus pour prodiguer les premiers soins aux victimes blessées, acheminées vers la polyclinique de la même localité, a ajouté la même source.

La dépouille a été évacuée à la morgue de ce même établissement de santé.

M. O.

Oran

Elaboration prochaine d'un plan de protection de hai Sidi El Houari

UN PLAN de protection et de valorisation du secteur sauvegardé du vieux quartier de Sidi El Houari de la ville d'Oran sera bientôt élaboré, après qu'un bureau d'études a été choisi, a-t-on appris hier de la direction de la culture.

Ce bureau a été retenu suite à un avis d'appel d'offres national lancé par la direction de la culture en juin dernier, conformément au décret exécutif qui a classé hai Sidi El Houari secteur sauvegardé en janvier 2015.

Après cette procédure, la direction s'est lancée dans l'élaboration d'un contrat qui sera bientôt soumis à la commission de wilaya des marchés pour approbation, a-t-on indiqué.

Cette étude portera sur trois étapes abordant le diagnostic, les mesures d'urgence de protection de la vieille ville de Sidi El Houari et un avant-projet de protection et de valorisation de ce secteur sauvegardé.

S'étendant sur une superficie de 70 hectares, hai Sidi El Houari renferme plusieurs sites

archéologiques non classés remontant à l'ère de la préhistoire et passant par les époques arabo-musulmane, de l'occupation espagnole, de la présence ottomane et de la colonisation française.

Ce quartier, qui fut le premier noyau de la ville d'Oran, recèle 14 sites classés monuments nationaux dont les portes de Canastel et d'Espagne, le «Promenade Létang» (actuellement Ibn Badis), le Palais du Bey et les mosquées «Pacha» et «Djawhara».

Atelier de formation sur les compétences en ingénierie de pêche

Un atelier régional de formation sur les compétences en ingénierie de l'activité pêche aura lieu du 10 au 14 septembre prochain à Oran, a-t-on appris hier du directeur de l'Institut de technologie de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) d'Oran. Vingt établissements de formation, sous tutelle du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la

les Verts éliminés par la zambie



Djalou@hotmail.com

Salaires impayés et mauvaises conditions de vie à Béjaïa

Les APC de Oued Ghir et Tichy bloquées

■ Privés de leurs salaires du mois d'août, des dizaines de travailleurs (150) des services techniques et administratifs de l'APC d'Oued Ghir ont observé, avant-hier, une journée de grève, suivie d'un rassemblement devant le siège de leur mairie.

Par Hocine Cherfa

Ils ont cadencé l'édifice pour réclamer le versement de leurs salaires. Les protestataires se plaignent du blocage de leurs états au niveau du

contrôleur financier. «Bien que l'administration et le wali aient approuvé et signé le document portant états des ouvriers, le contrôleur financier a émis un avis défavorable», a-t-on déclaré. La colère des travailleurs est exacerbée puisque c'est la rentrée scolaire et les salaires ne sont pas encore versés, se sont indignés les employés déjà fortement éprouvés par la saignée de l'Aid El-Adha, L'APC affirme qu'elle a présenté dans les délais son budget qui renferme les salaires des fonctionnaires de la municipalité, mais le contrôleur financier a rejeté le dossier pour non-conformité à la réglementation en vigueur,

«ce qui nécessite un arrêté de la part de l'administration qui soit conforme à la loi». A noter que les habitants du quartier Tassif de Tichy ont bloqué les portails principaux du siège de la mairie et de la daïra. Les mécontents dénoncent les promesses non tenues telles que «l'extension de la plage horaire d'ouverture de la bibliothèque, la 4G et un meilleur débit Internet, aménagement urbain de leur cité...». «Nous avons épuisé toutes les voies de recours en vain et ce, depuis 2010», ajoutent-ils très en colère.

H. C.

Biskra

Un contrebandier intercepté par les forces de l'ANP

UN CONTREBANDIER à bord d'un camion chargé de 30 quintaux de tabac a été intercepté mardi à Biskra par un détachement de l'Armée nationale populaire, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire a intercepté, le 5 septembre 2017 à Biskra, un contrebandier à bord d'un camion chargé de 30 quintaux de tabac», précise la

même source. «D'autre part, des éléments des gardes-côtes de Ténès ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine de 10 personnes, tandis que 24 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Béchar, Ouargla et Ghardaïa». En outre, à «Relizane et Mostaganem, des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 4 394 unités de différentes boissons», conclut le communiqué du MDN.

Slim O.

Hani Y./APS